COUP D'ÉCLAT !

En prime, notre photoroman en poster central

Le journal de la CLAC-Montréal ⋆ Convergence des luttes anticapitalistes ⋆ Printemps 2017

On est pauvre parce qu'ils sont riches ... et on a raison de se révolter!

Jamais dans l'histoire la concentration de la richesse n'avait atteint des sommets aussi révoltants : 62 riches crosseurs et exploiteurs possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la planète, c'est absolument révoltant ! Cela équivaut à dire qu'on a enlevé à des centaines de millions de personnes le droit de vivre dans la dignité; on les a juste condamnées à essayer de survivre ...

On ne peut plus parler d'un fossé entre les riches et les pauvres, car c'est un véritable abîme qui s'est creusé, un précipice sans fond ! Pendant ce temps, ces 62 osties de crosseurs capitalistes se partagent 1760 mil-liards de dollars ! C'est tout simplement criminel. Et plus ils sont riches, plus ils deviennent puissants et dictent les règles du jeu du fonctionnement de ce système qui nous écrase, nous les petitEs travailleurs-euses, les sans-emploi, les sans-statut… les moins que rien à leurs yeux.

La CLAC a décidé d'entreprendre, en 2016-2017, une campagne de mobilisation contre la pauvreté et la précarité, parce que même si le problème est loin d'être nouveau, l'ampleur des injustices nous rappelle tous les jours la nécessité de se mobiliser pour ne pas être complices de ce système qui est un vrai désastre pour la grande majorité de la population et parce la vitesse à laquelle se creusent les inégalités entre les classes sociales dans les sociétés capitalistes est exponentielle.

Ici, au KKKanada colonial, on a notre pauvreté bien de chez nous. Les communautés autochtones à qui on a volé leurs territoires souffrent toujours des conséquences quotidiennes du génocide culturel auquel elles ont été soumises. Elles sont sur la première ligne de front de la pauvreté et de l'exclusion au pays.

Au Québec, on applique les politiques d'austérité et on coupe dans les services dans le but évident de les privatiser. Ces coupures affectent déjà les plus vulnérables : les personnes âgées, les enfants, les personnes handicapées et celles avec des déficiences intellectuelles ou vivant avec des problèmes de santé mentale, les femmes, sur qui repose trop souvent le fardeau de devenir des « aidantes naturelles » pour leurs proches face au manque de services publics et les personnes à l'aide sociale qu'on enfonce toujours plus dans la misère avec les nouvelles coupures inhumaines au chèque mensuel, qui auront pour effet de pousser nombre d'entre eux et elles vers la rue ou l'illégalité pour survivre.

Il faut dénoncer avec vigueur ces politiques dégueulasses et nous appuyons les efforts de mobilisation contre le programme d'austérité du gouvernement actuel, mais nous croyons profondément que c'est insuffisant et qu'il faut aussi se battre contre le système capitaliste, qui crée toute cette misère humaine. Pointer du doigt et viser ceux qui profitent de ce système en s'en mettant plein les poches, pendant qu'ils disent aux autres de se serrer la ceinture, est un pas essentiel dans cette direction.



☞ *Suite de la première page*

C'est peut-être une évidence, mais pourtant on ne l'entend pas assez fort : nous sommes pauvres parce qu'ils sont riches et les crosseurs ont des noms et des adresses ! Ce sont nos politiciens qui dictent les politiques qui reproduisent les inégalités et qui protègent l'élite économique en lui permettant de nous voler et de rester en haut de la pyramide. Ce sont aussi les boss et membres des conseils d'administration des grandes entreprises qui font du lobby pour obtenir des subventions faramineuses sans garanties aucune pour leurs travailleurs-euses, pour s'assurer que ne soit pas augmenté le salaire minimum ou encore pour obtenir carte blanche pour leurs projets miniers et pétroliers afin de pouvoir continuer de s'approprier les richesses et territoires aux dépens des communautés autochtones et rurales, pendant qu'ils détruisent notre planète impunément en s'enrichissant.

Les crosseurs qui bénéficient du système capitaliste sont aussi les proprios de milliers de logements miteux ou promoteurs de condos luxueux, qui nous chassent de nos quartier en les transformant pour les yuppies. Les lois sont faites pour les protéger, comme elles sont faites pour protéger les millionnaires et leurs entreprises, qui font travailler à rabais les immigrantEs et nouvelles arrivantEs, les sans-statut et ceux-celles qui n'ont pas pu finir leur secondaire ou l'ont obtenu de peine et de misère et qui sont forcés à avoir recours aux agences de placement pour se trouver des jobs de merde leur permettant à peine de survivre. Pendant ce temps-là, les big boss font des millions de dollars de profits qu'ils envoient dans les paradis fiscaux avec la complicité totale et l'aveuglement volontaire des politiciens qui font semblant d'être outrés, mais qui font la même chose avec leur argent personnel.

Les lois sont faites par et pour les riches. La preuve, les six plus grandes banques canadiennes ont fait 35 milliards de profits en 2015, soit 95 millions par jour ! Rappelons qu'en 2011, le gouvernement du Québec, pourtant aujourd'hui tellement préoccupé par le déficit, a choisi d'abolir la taxe sur le capital des banques et institutions financières ! Pendant ce temps-là, on nous martèle à tous vents dans les médias le dogme de l'équilibre budgétaire… On nous prend vraiment pour des conNEs en essayant de nous faire croire qu'il n'y a pas d'argent et que de démanteler les services publics est un sacrifice nécessaire pour payer la dette. C'est cette même mascarade idéologique qu'on nous sert depuis les années 1990. Du gouvernement péquiste de Lucien Bouchard avec son déficit zéro en 1996, en passant par la réingénierie de Charest, jusqu'au programme d'austérité de Couillard, tous les partis au pouvoir ont mis en place ces mêmes politiques au service des intérêts de la classe dominante. En parallèle, ils ont fait des cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises en ne cessant de diminuer leur taux d'imposition depuis 15 ans.

Tous les partis font des politiques qui taxent la pauvreté et génèrent l'appauvrissement systématique des travailleurs-euses et des plus démuniEs. En 2013, le PQ faisait déjà des compressions de 19 millions à l'aide sociale. Le projet de loi 70 du gouvernement Couillard n'est que la poursuite de cette guerre aux pauvres, où l'on menace de couper le chèque de ceux et celles qui refuseront de participer à des programmes voués à les transformer en cheap labor pour les « besoins du marché ».

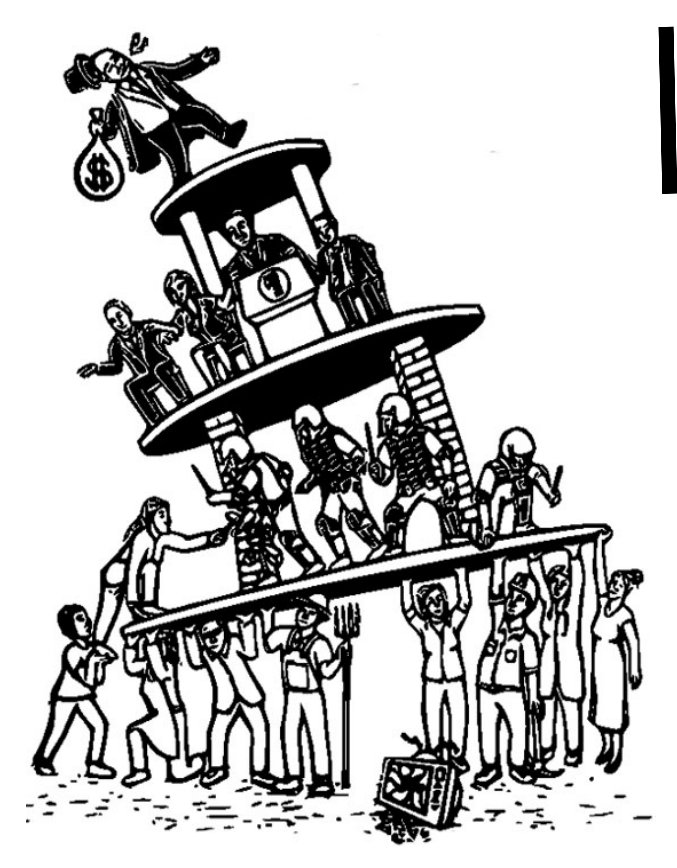
On serait peut-être supposéE se réjouir que le salaire minimum au Québec soit passé de 4,35$ en 1986 à 10,35$ en 2014; une augmentation de 240%. Mais durant cette période, le coût de la vie a augmenté de 760% ! Concrètement les travailleurs-euses se sont donc systématiquement appauvriEs. À Montréal, c'est actuellement 40% des travailleurs-euses qui vivotent au salaire minimum avec moins de 20 000$ par année. Ça veut dire que deux travailleurs-euses sur cinq vivent dans la pauvreté, malgré le fait qu'ils et elles passent leur journée à essayer de « gagner leur vie » ! Pendant ce temps, le prix des aliments monte en flèche, tout comme le prix des loyers et du transport …

Mais la misère, c'est la pauvreté plus la solitude. D'où l'importance de briser l'isolement des victimes directes de cette guerre aux pauvres, des personnes qui subissent au quotidien l'enfer de la pauvreté et les contre-coups du système capitaliste. D'où l'importance de briser notre isolement à touTEs et de lutter ensemble. Il faut arriver à transformer la guerre aux pauvres en guerre des classes !

Pour y arriver, nous croyons qu'il faut relever le défi de briser l'isolement de nos diverses luttes spécifiques et créer des réseaux de solidarité, d'entraide et de lutte pour reprendre du pouvoir sur nos vies et créer un rapport de force. Il faut aussi arrêter d'avoir peur de pointer le véritable responsable de notre misère, le système capitaliste, qui ne profite qu'aux élites politiques et économiques. Dans la conjoncture actuelle, nous avons un urgent besoin de lutter et de faire en sorte que les différents groupes qui prennent part aux mouvements sociaux montent de plusieurs tons les revendications et les moyens d'action.

Oui, nous devons nous battre pour éviter les reculs dans nos droits, dénoncer la fin de la solidarité sociale et revendiquer des gains concrets, mais il faut aussi passer à l'offensive et faire passer la peur dans l'autre camp ! Ça peut paraître prétentieux ou impossible à atteindre, mais ça ne veut pas nécessairement dire être des centaines de milliers de personnes prêtes à faire tomber le gouvernement dans les rues. C'est sûr qu'on aimerait ça… mais ça veut aussi dire relever le défi de ne pas se laisser absorber par l'extraordinaire machine capitaliste du quotidien qui nous aspire dans une spirale d'essoufflement et d'apathie– métro-boulot-dodo…

★ Table des matières



☞ *Suite de la page 2*

Ça veut aussi dire semer l'inquiétude dans les esprits de tous ces criminels à cravate, que nous serons là, toujours et partout sur leur chemin, devant les clubs privés et les grands hôtels où ils organisent leurs petites rencontres pour s'échanger des contrats autour de soupers à 200-300$ le couvert. On sera là, que ce soit pour leur barrer la route quand le nombre nous le permet, ou simplement pour leur crier des insultes au visage, faisons-leur bien comprendre qu'à 50 ou à 1000, on ne les laissera pas tranquilles !

Ça veut également dire relever le défi d'augmenter non seulement le nombre mais la combativité de nos mouvements et ne pas avoir peur de pointer du doigt, on le dira jamais assez, le système capitaliste et ses criminels à cravate ! L'austérité n'est que son nouveau visage ; arrêtons d'avoir peur des mots et de faire des détours : la mondialisation capitaliste, le néolibéralisme, les ajustements structurels, l'austérité... ne sont que le développement continu d'un système économique et politique ayant comme unique finalité de permettre que se perpétuent l'accumulation de profits et la concentration de la richesse.

Nous sommes pauvres parce qu'ils sont riches et nous avons raison de nous révolter. Faisons de 2017, une année de lutte combative des travailleurs-euses précaires et des sans-emploi contre l'establishment.

Vous aimeriez ajouter votre grain sel à notre campagne contre la pauvreté et la précarité ? On vous encourage à être créatifs et créatives et à partager avec nous ce que vous aimeriez organiser... Mettons nos idées et énergies en commun.

Célébrons notre diversité et faisons-leur en voir de toutes les couleurs !

Écrivez-nous : info@clac-montreal.net.
Parce que plus on est de fous et de folles, plus on rit !

La gentrification dans Hochelaga



Les quartiers des centres urbains sont en pleine transformation. Après le grand exode vers la banlieue de l'après-guerre, les capitalistes visent maintenant à maximiser le profit qu'ils peuvent tirer dans les anciens quartiers ouvriers. C'est ce qu'on a coutume d'appeler la gentrification. Elle entraîne des conséquences qui changent les quartiers dans lesquels elle a lieu en biens de consommation. Souvent, les entrepreneurs et les promoteurs qui la font vendent leur œuvre de bienveillance, de «revitalisation» d'un quartier. Mais les quartiers pauvres qui ont été laissés à l'abandon, victimes d'une logique de profits à tout prix (fermetures d'usine, etc) sont les mêmes qui sont aujourd'hui attaqués par une véritable offensive marketing. Si les pouvoirs publics réinvestissent le territoire et font des «beaux» parcs, rénovent les artères commerciales moribondes, ce n'est pas pour améliorer la vie des résidentEs actuelLEs, mais dans le but avoué de vendre le vieux-nouveau quartier à de nouveaux résidents. Non seulement la gentrification n'est pas faite pour les habitantEs d'un quartier, mais elle se fait contre eux et elles.

La gentrification, c'est la police.
Que ce soit par le discours de la revitalisation ou par celui de la mixité sociale, on justifie la transformation d'un quartier pour le rendre aguichant à de jeunes professionnels à hauts revenus et au mode de vie urbain-branché. On cherche ainsi à faire un vaste nettoyage social, à embellir l'image du quartier et à «sécuriser» les espaces publics pour en favoriser l'utilisation par les nouveaux occupants avec des revenus plus élevés. Exit les travailleuses du sexe, les junkies et touTEs les autres, comme si eux et elles ne sont pas aussi des résidentEs. Pour ce faire, la police est toujours prête à leur prêter main-forte, que ce soit pour expulser des habitantEs qui ne peuvent plus payer leurs loyers devenus trop chers, pour repousser le travail du sexe loin des yeux des bobos offusqués ou pour poursuivre les gens qui en ont marre et qui passent à l'action.

La gentrification, c'est les condos.
Les promoteurs qui construisent les condos en carton qui poussent comme de la mauvaise herbe essaient par tous les moyens de déroger aux lois qui les forcent à construire 15 % de logements sociaux et 15 % de logements abordables dans les nouveaux développements de plus de 100 unités. C'est ce qui s'est passé avec les constructions autour de la place Valois où les promoteurs ont segmenté le projet pour éviter de respecter le règlement. Sur ça, les élus passent l'éponge. La gentrification, c'est les pouvoirs publics et les promoteurs qui marchent main dans la main. Le prix des immeubles et les taxes municipales augmentent de façon exponentielle, par une vaste entreprise de spéculation immobilière.

La gentrification c'est les condos et les commerces qui prennent leurs habitants comme clientèle. Restaurants trendy, bars à la mode, vêtements de marque, meubles design et produits «écoresponsables» inabordables amènent tous dans le quartier une atmosphère de bon chic, bon genre qui pue au nez. On se sent de plus en plus dans un monde de yuppies en recherche d'originalité de mauvais goût. Tout cela participe à créer une acceptabilité dans le quartier, qui devient de plus en plus attirant pour ces raclures.

La gentrification, c'est du marketing artistique.
La SDC (Société de développement commerciale) et autres apôtres de la gentrification nous parlent d'authenticité et de créativité à Hochelaga comme nouvelle identité du quartier. Mais de quelle créativité et de quelle authenticité est-il question ? Celle qui vend bien des condos, qui fait bien paraître, qui amène des consommateurs de l'extérieur, bref, celle qui est une marchandise. Ils nous parlent de créativité, mais expulsent les artistes révoltéEs des lofts Moreau, qui se sont fait évincer en 2013 au profit d'artistes beaucoup plus présentables et surtout de leur propriétaire. Ils nous parlent d'authenticité et folklorisent l'«histoire ouvrière», mais visent à détruire tout ce qui la représente encore. Tout ce qui est dans les faits créatif et authentique dans Hochelaga est menacé.

La gentrification, c'est politique.
Face aux critiques de plus en plus virulentes et aux actions de sabotage des dernières années, les éluEs ont maintenant convoqué des «Assises sur la gentrification et la mixité sociale», espérant trouver une manière plus sympathique de démolir ce qu'il reste d'Hochelaga. Tous les acteurs du quartier sont conviés à une grande rencontre où les conclusions sont déjà écrites. Cette mise en scène de consultation ne vise au final qu'à présenter le processus de gentrification comme naturel et inévitable. Mais nous serons présentEs pour leur faire comprendre qu'il existe des alternatives.

En s'opposant à la gentrification, la mise sur pied de projets autogérés et radicaux pourrait nous amener à une véritable autonomie, ainsi qu'à une remise en question du capitalisme dans son ensemble ! Du même souffle, il faut s'opposer à toute forme de mise en marché de nos territoires et de nos communautés. La gentrification est un processus inhérent au capitalisme et la revitalisation dont ils parlent passe d'abord par la mise à mort des potentiels anticapitalistes. Dans ces conditions, la seule solution, c'est la lutte.



La nouvelle réalité de la précarité au travail

Qu'est-ce que le précariat

Le précariat « consiste en une multitude de personnes vulnérables, vivant au jour le jour, dépendant de travail à court terme. Les personnes précaires se retrouvent donc avec une portée limitée d'accès aux activités sociales, culturelles, politiques et économiques accessibles aux autres citoyenNEs[1] ». Si le précariat est le lot de beaucoup de travailleuses et travailleurs atypiques (autonomes sans subvention, en agence, pigistes, contractuelles, stagiaires, temps partiel, travail dit « étudiant »[2]), il est aussi de plus en plus présent chez les travailleuses et travailleurs dits « typiques » travaillant dans des secteurs en voie de dérèglementation (commerce, hôtellerie, restauration) et des régimes d'exception (comme l'agriculture). Les précaires se caractérisent comme pauvres autant en argent qu'en temps : la précarité de leur emploi exigeant des efforts supplémentaires, plus qu'un emploi traditionnel, pour assurer un continuum de travail/rémunération (recherche de contrats, bénévolat obligatoire, etc.).

La quantité de travail précaire est en hausse fulgurante depuis la crise économique de 2008[3]. La raréfaction du travail causée par l'automatisation couplée avec l'éternel besoin de dégager des profits pour une minorité de riches mégalomanes cible toujours la même victime, soit la travailleuse et le travailleur. Le besoin de travailler pour survivre dans une économie où le travail se fait plus rare fait qu'une personne précaire peut être prête à sacrifier beaucoup afin de conserver son emploi, notamment le respect de ses droits.

Les employeurs, de leur côté, font la promotion de ce type de travail en vantant la liberté du travail atypique, fer de lance de l'économie flexible (ex. : flux tendu[4]) et du travail par projet (ex. : approche californienne[5]). Le flux tendu est une méthode d'organisation du travail qui diminue ses coûts de production en limitant les surplus de stock et en organisant sa production autour de la demande du marché. Les besoins en main-d'œuvre étant régulés en fonction de la demande, l'organisation en flux tendu vient à encourager la création d'emplois temporaires et/ou à temps partiel et favorise par le même fait le précariat. L'Institut économique de Montréal (IEDM) est d'ailleurs friand de ce type d'économie[6].

Les employeurs taisent en effet le fait que ces emplois atypiques sont de plus en plus précaires, offrant rarement une permanence, et se révèlent être un véritable casse-tête pour les travailleuses et travailleurs lorsqu'il est temps de réclamer certains droits du travail (syndicalisation, congédiement sans cause, absences pour maladie, vacances, équité salariale, chômage). Il revient alors souvent aux tribunaux de décider du sort des travailleurs et travailleuses et de leurs droits. Comme les personnes au statut précaire n'ont pas le temps ni les moyens de défendre leurs droits, cette nouvelle réalité fait d'eux et elles les grandes perdantes.

En conclusion, la liberté du travail précaire, vantée par le patronat, c'est la liberté de crever de faim.



Riposte : la solidarisation des précaires

CertainEs analystes économiques et autres « expertEs » présenteront la situation du travail atypique et précaire comme une nécessité d'un marché du travail en évolution. Cette « évolution » avantage le patronat à travers une main-d'œuvre soumise, ayant un coût en avantages sociaux réduit, des salaires moins élevés et une tendance moins fréquente à défendre ses droits.

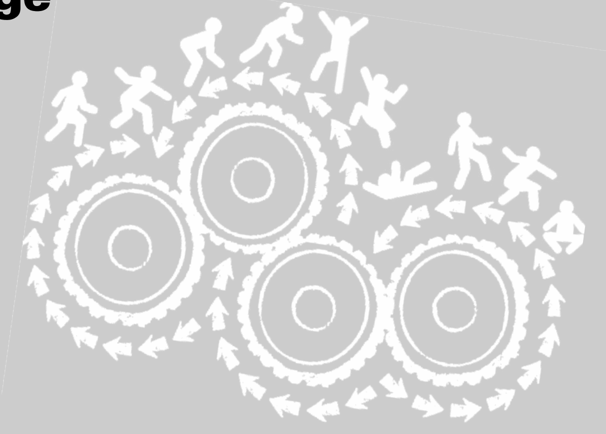
Selon ces pseudo-expertEs, les travailleurs et les travailleuses en profiteraient aussi parce qu'ils et elles ont des familles à supporter, sont étudiantEs, préretraitéEs, immigrantEs, etc. Soit, des catégories de travailleurs et travailleuses qui ont, dit-on, besoin d'une forme de travail flexible. Avec ce type de réflexion, il est facile d'oublier que si ces catégories de personnes ont tant besoin d'un travail précaire et atypique pour arriver à satisfaire leurs obligations, c'est que la régulation du marché du travail, les lois sociales et la reconnaissance du travail de cette main-d'œuvre sont inadaptées à leur réalité.

Travail autonome, travail à contrat, travail à la pige

Le travail autonome, le travail à contrat et le travail à la pige regroupent les emplois d'une durée très limitée dans le temps, qui peut aller de quelques heures à quelques mois. Le rythme peut, par conséquent, être très inégal; des périodes intenses peuvent mener par la suite à des mois de vaches maigres. Ces personnes se retrouvent responsables de tout, incluant de trouver du travail lorsque le contrat précédent se termine.

Le travail autonome à proprement parler représente plus ou moins 10 % de la main-d'œuvre dans des pays comme le Canada ou les États-Unis. Au Québec, sur l'ensemble des emplois atypiques en 2013 (1 513 300), le travail autonome non incorporé[1] représentait 24 % des travailleurs et travailleuses atypiques[2]. En période de crise économique, le travail autonome tend à augmenter et une certaine proportion des emplois perdus se transforment en travail précaire : « Si de nombreux employés récemment licenciés choisissaient de devenir des travailleurs autonomes, les licenciements pourraient éventuellement expliquer une bonne partie de la croissance du travail autonome dans certaines industries[3] ».

Le point majeur cependant est que ce genre de travail est tout à l'avantage des employeurs. Tout est aux frais de l'employé, et l'employeur est déchargé de toutes les charges sociales reliées à la prestation de travail. L'employeur peut même rechigner à respecter les contrats signés ou refuser un travail fait par unE pigiste. Bien qu'il existe des lois qui protègent le travail autonome, il est très difficile pour une personne seule d'obtenir justice contre des employeurs armés d'avocats spécialisés, les travailleurs autonomes n'ayant pas accès aux avocats de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST).



Notes :

1. Le ou la travailleuse autonome peut s'incorporer, c'est-à-dire fonder une entreprise où elle se retrouve la seule employée. Cela n'est généralement le cas que pour des emplois très bien payés.

2. Institut de la statistique du Québec, *Flash-Info Évolution de l'emploi atypique au Québec depuis 1997*, Octobre 2013.

3. Voir http://bit.ly/2IfYeeB



☞ ***Suite de la page 4***

Les familles auraient-elles besoin d'un emploi à temps partiel si les lois régulant le travail étaient compatibles avec leurs obligations familiales? Les étudiantes travailleraient-elles plusieurs années dans leur « emploi étudiant » si leurs stages et leurs études étaient reconnus comme un véritable travail et rémunérés en conséquence? Les retraités et les préretraités travailleraient-ils jusqu'à leur mort si les prestations de retraite et de revenu garanti étaient suffisamment décentes pour leur permettre de vivre? Les immigrantes seraient-elles obligées d'accepter des emplois précaires et à bas salaire si leur expertise acquise ailleurs était reconnue?

Face à tous ces employeurs véreux qui ne recherchent que la maximisation de leurs profits, il est nécessaire d'encourager la solidarité entre employéEs précaires, notamment par l'auto-organisation et la résistance dans les milieux de travail. Les employeurs poussent aux emplois précaires, car cela force les employéEs à être en compétition les unEs avec les autres. Tant que les précaires sont obligéEs de se battre contre leurs camarades pour survivre, elles et ils ne peuvent pas se battre contre ces riches crosseurs capitalistes. Cette compétition enrichit nos milliardaires, qui en profitent pour niveler vers le bas salaires et conditions de travail. La solution ne peut être que dans la solidarité et dans les luttes communes.

Notes :

1. Guy Standing « The Precariat – The New Dangerous Class », Policy Network, 24 mai 2011, URL : http://bit.ly/13E8Ppv

2. La catégorie de travail étudiant ne réfère pas uniquement aux stages effectués dans le cadre d'une formation scolaire, mais aussi aux étudiantEs travaillant dans un « organisme à but non lucratif et à vocation sociale ». Souvent subventionnés par le gouvernement pour des travaux d'été adressés strictement aux étudiantEs, ces emplois sont exclus du règlement sur le salaire minimum. À noter que les stages effectués dans le cadre d'une formation reconnue par la loi sont aussi exclus du règlement (voir Règlement de la loi sur les normes du travail art.2 [1] [2]).

3. La proportion du précariat varie beaucoup d'un pays à l'autre, représentant de 15 % (R.-U.) à 50 % (Japon et Corée du Sud) de la main-d'œuvre. Voir Helena Horton « The Seven Social Classes of 21st Century Britain – Where do you fit in? », *The Telegraph*, 7 décembre 2015, URL : http://bit.ly/1jLAzQq ; Toshihiko Ueno « 'Precariat' workers are starting to fight for a little stability », *The Japan Times*, 21 juin 2007, URL : http://bit.ly/2kHouMM, Vinnie Rotandoro « The Precariat, stressed out, insecure, alienated and angry », *National Catholic Reporter*, 19 août 2015, URL : http://bit.ly/2lszltc

4. Voir Durand, Jean-Pierre, *La chaîne invisible – Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire.*

5. Si les travailleurs et travailleuses prises dans la méthode californienne font partie des atypiques, elles et ils ne sont pas toujours à plaindre d'un point de vue salarial, surtout dans les secteurs de la technologie et du marketing.

6. « Les avantages d'un marché flexible », partie des notes économiques de 2013, Institut Économique de Montréal, 2013, URL : www.iedm.org/files/note1013_fr.pdf



Travail en agence

Une autre tendance actuelle du travail est l'utilisation de sous-traitants ou d'agences de placement (ex. : Adecco, Manpower, Distinction, Empire...). Ces agences engagent des masses d'employéEs, qui sont par la suite placéEs de manière temporaire dans les entreprises qui en ont besoin. Pour ces entreprises, il s'agit d'une opportunité en or : les ressources humaines sont gérées par d'autres, les conditions sont négociées avec l'agence de placement plutôt que la personne salariée, il est plus facile de se débarrasser d'une main-d'œuvre d'agence que de ses propres employéEs, et les contrats sont souvent très courts. Tout cela permet une flexibilité inégalée au détriment de conditions de travail déplorables pour les travailleuses et travailleurs. À noter que la main-d'œuvre d'agence est d'ailleurs majoritairement féminine.

En effet, si les lois du travail empêchent de virer unE employéE sans raison juste et suffisante, un employeur peut refuser la présence d'unE employéE d'agence. L'agence peut par la suite, légalement, virer l'employéE « faute de travail ». Cette entourloupe permet donc aux plus riches de contourner les lois protégeant les plus vulnérables.

Autre avantage pour un employeur, il est très difficile pour les employéEs d'agence de se solidariser. En effet, il est tout à fait possible pour unE employéE de travailler un jour dans un entrepôt de Lachine, et de travailler le lendemain dans une usine de St-Laurent. Ces déplacements constants empêchent de tisser des liens entre travailleuses et travailleurs, ce qui rend toute riposte collective difficile. Les immigrantEs sont particulièrement vulnérables, elles et eux dépendent en effet souvent du bon vouloir des agences pour obtenir leur permis de travail.

Finalement, les agences sont une occasion pour les riches d'empocher deux fois. En effet, l'entreprise engageant unE employéE d'agence se fait déjà un joli profit sur le travail de celle-ci ou celui-ci. L'agence se taille aussi un juteux profit en chargeant 20 $/h à la compagnie qui engage l'employéE, tout en payant celle-ci ou celui-ci au salaire minimum.

L'entreprise Vidéotron en est un bon exemple. Après une grève en 2003, l'entreprise a supprimé beaucoup de postes de technicienNEs[1]. Ces postes sont soudainement réapparus plusieurs années plus tard chez une agence connue pour ses pratiques douteuses, SC360[2]. Qui se cache derrière cette agence? Nul autre que Guy Laliberté, notre milliardaire local[3]. Comme quoi on ne devient pas milliardaire en donnant des conditions de travail décentes. Les conditions de travail chez SC360 sont bien résumées par ce message d'unE employéE à la direction : « Allez en taule, bande de fraudeurs[4] ».

Notes :

1. Voir http://bit.ly/2I3uO4Q
2. Voir http://bit.ly/2It065S
3. Voir http://bit.ly/2I3t23C
4. Le texte original dit : « Go to jail, con artist ». Voir http://bit.ly/2ky891R



Temporary Recruitment Agencies, Immigrant Labor and Labor Precarity in Montreal

Precarity as a term has come to the front of popular discussions in recent years. The most recent report by the major Canadian bank Toronto Dominion claims that part-time and temporary work is our new reality[1]. Yet precarity has actually always been the reality of work under capitalism since its beginning. Even in industries that people see as providing permanent or stable work, this stability is only a result of a long history of struggle by workers. One example, the auto industry, which was rife with precarious work conditions based on daily hire and fire policies, only changed as a result of the great sit down strikes in the car plants in the 1930's during the great depression[2]. For capitalists, the thirst for profit always seeks to keep wages low, and workers as insecure as possible. Today, precarious work is the main tool Capital uses to skirt around the threat of workers organizing in order to secure decent employment. This has taken the form of an explosion in the use of temporary recruitment agencies in order to create a permanent low wage and easily exploitable workforce.

Few people in Montréal are aware of the central role of Temporary Recruitment Agencies (TRAs, also known as Temporary Placement Agencies), in creating labour precarity across Québec, particularly for immigrant workers. Labour precarity is a concept used to describe workers who rely on temporary, "flexible", casual work. These workers are often not protected by basic labour standards, and are poorly paid and easily exploitable.

TRAs are a "third party" in the relationship between worker and boss. They are contracted to do the hiring, firing, payment and placement of workers instead of the employer. Employers use TRAs to avoid directly contracting their own employees, and subsequently, the legal and economic obligations that come with having workers. There are currently more than five hundred legal TRAs in Montreal, and many many more working without an operating license.



The industry of TRAs has grown rapidly over the last fifteen years, as has thus their importance in the overall labour market. Their considerable place in the labour market means that TRAs are normalizing labour precarity in Québec— and they are doing so through taking advantage of the legal and social status of their workers, whether they be poor, undocumented, or single mothers.

The driving force of TRAs is to provide the cheapest labour possible. TRAs offer this "cheap product" by exploiting workers' conditions of vulnerability— most often derived from their immigrant and social statuses. TRAs also take advantage of these workers' lack of proficiency in English and/or French, lack of or less access to social and health protection (in the case of refugees, refugee claimants and undocumented people), lack of knowledge of workers' basic rights and labour laws, lack of recognized education, skills and diplomas, lack of work permits, or the existence of closed work permits tied to one single employer. Immigrant workers are treated as replaceable and upgradeable resources who are willing to work under any conditions. They are expected to renounce their social status and education, hiding their qualifications to adapt to the lowest rungs of the labour market. Many of these circumstances are produced, both directly and indirectly, by Québec and Canadian migration policies.

TRAs, and the employers they contract, milk these situations. Standard forms of labour abuse when working through a TRA include no payment for work hours, vacations, extra hours, break times, lunch times, and holidays. Delayed payments are common, as well as not being paid at all, no reimbursement for work equipment, insufficient safety and health standards, different pay and labour conditions compared to Québecois or permanent workers, getting

Stages non payés

Que ce soit dans le cadre d'une formation, en sortant de l'école, ou dans un parcours de recherche d'emploi, les stages non payés deviennent de plus en plus abondants. Vanté par les employeurs comme une opportunité d'apprentissage, le régime sans salaire est justifié par l'aspect « formatif » des stages. C'est un point de vue ironique, et qui souligne le côté discriminatoire des stages durant les études, lorsque l'on considère que les normes minimales du travail prévoient la rémunération de la formation. Ceux-ci servent de barrière pour les personnes moins nantiEs, qui ne peuvent se permettre de travailler sans rémunération[1]. Les stages non payés ont d'ailleurs tendance à être sexistes et largement exploités par l'État pour bâtir sa main-d'œuvre publique gratuitement. Les stages en éducation et en services de santé et services sociaux, deux secteurs à tendance féminine et sous un quasi-monopole de l'État, sont pollués par ce travail gratuit[2]. Alors que les stages dans des secteurs traditionnellement masculins et dont la formation est généralement dans le privé ont davantage de chances d'être payés (ex. : ingénierie[3]), seuls les futurs membres du barreau faisant exception à cette règle[4], la non-rémunération n'est pas rare dans les emplois traditionnellement féminins (ex. : enseignement).



Aux États-Unis, le nombre de stages non payés est estimé à environ un million de travailleuses et travailleurs[5]. Dans bien des cas, ces stages non payés se trouvent à remplacer des emplois salariés existants, sans néanmoins donner plus de chances à un emploi permanent[6]. Pour les employeurs, l'objectif est simple : obtenir le plus de travail gratuit possible afin de maximiser leurs profits. L'objectif n'est donc pas de « donner accès à l'emploi », mais bien d'abuser d'une population vulnérable.

Heureusement, plusieurs jugements légaux sont venus dénoncer cette pratique[7]. Les employeurs essaient donc une tactique différente, soit de fournir des montants d'argent aux stagiaires sans dire qu'il s'agit d'un salaire (ex. : bourses, travail au noir). PayéEs de cette manière, les stagiaires ne sont pas considéréEs comme salariéEs et ne sont donc pas protégéEs par les lois du travail. Les stagiaires demeurent donc vulnérables face à leur employeur, qui peut user d'elles et d'eux comme bon lui semble.

Notes :

1. Voir la note sur Ivanna Trump au http://bit.ly/2m5nI2F

2. Voir https://dissident.es/

3. Voir http://bit.ly/2kSsOcZ

4. On note en particulier les bureaux desservant les justiciables de l'aide juridique (droit sociale, droit pénal, chômage, logement, etc.).

5. Voir http://bit.ly/2lsN8W4 et http://bit.ly/2kyc12P

6. Voir http://bit.ly/2m5nI2F

7. Voir http://for.tn/1Cbmhx9



☞ ***Suite de la page 6***

paid less than minimum wage, no breakdown of salary information, intensive and exploitative work pace, requiring workers to be immediately available at any time, lack of recognition of skills and education, lack of transparency in contract conditions, payment evasion, racist, sexist and discriminatory practices at work, impossibility of unionizing, no respect for break and lunch times, and much more. All these conditions represent businesses' savings and lower operating costs. Voilà! This is the reason for the existence of TRAs!

Despite these injustices, the authorities' lack of attention to TRAs' abuses is astonishing. The current Québec labour code does not guarantee respect for immigrant workers' rights, and there are no specific regulations on TRAs' activities. Is this lack of attention related to the fact that many sectors of Québec's businesses survive thanks to immigrant's precarious and cheap labour? Labour abuses perpetrated by, and made possible by TRAs, are countless, and are increasing as well. However, the authorities' lack of political will seems to be based on Quebec's capitalist economy's need for this exploitation as a question of ensuring its very survival.

Viviana Medina and Manuel Salamanca
Members of the Temporary Agency Workers Association (TAWA) of Montreal

Notes :

1. https://go.td.com/19U1w0k. Note that banks are concerned about precarity, as precarious workers are less likely to buy lucrative mortgages and personal loans.

2. In Canada, it took the massive Windsor strike of 1945 to obtain significant gains in the auto industry. See https://en.wikipedia.org/wiki/Ford_Strike_of_1945

Correspondance ouvrière : récit d'un machiniste

Notre camarade machiniste est issu d'un milieu prolétarien. Il était considéré comme turbulent à l'école primaire comme au secondaire. Du moins, il se montrait plutôt insolent avec les enseignantEs. Très jeune, il est envoyé, de façon intermittente, dans une école pour « délinquantEs juvéniles ». Le soir, certainEs de ses collègues de classe sont cueilliEs à l'école, menottes aux poignets, par des « screws » (gardienNEs de prison). Une fois en âge de fréquenter l'école secondaire, on le met dans une classe « de mise à niveau », question qu'il obtienne ses équivalences de 6e année primaire avant de débuter son secondaire.

À 15 ans, alors que le personnel de la polyvalente qu'il fréquente le considère déjà comme un cas désespéré, un « encombrement », on le redirige vers une classe PT, « Programme-Travail », ce vacuum miracle où viennent échouer les enfants dont les parents sont des prestataires d'aide sociale, des prisonnierEs, des familles d'accueil... bref, celles et ceux qui sont issuEs des couches les plus vulnérables du prolétariat. De ces jeunes, qui ont un besoin criant de soutien, le système d'éducation fait de la main-d'œuvre bon marché prête à être livrée à des entreprises qui leur réservent les pires conditions de travail. On promet à notre camarade une formation sans pareille, qui lui permettra de devenir un travailleur en demande. C'est ainsi qu'on le prive de l'enseignement convenu des matières de base pour l'envoyer faire des stages d'un jour ici et là, G-R-A-T-U-I-T-E-M-E-N-T. Il change des pneus dans des garages, fait le commis de magasin chez Walmart, Sears, sert au comptoir dans des chaines de restauration, des cafés, exécute des tâches de base, répétitives, dans des petites « shops ». L'été, libéré de l'école-prison, il fait des déménagements de bâtiments au salaire minimum. Plus tard, il devient commis de service à l'épicerie, sans formation. Ses superviseurs l'enterrent de remontrances, mais jamais on ne lui montre ce qu'il doit faire. De jour en jour, de reproche en reproche, il prend connaissance des tâches qu'il doit accomplir. Toujours, il s'expose à l'injuste colère de ses patrons.

À 18 ans, notre camarade en a marre de faire l'élève déguisé en laquais, réduit à l'esclavage. Il n'apprend rien. Il perd son temps. Sans surprise, la plupart de ses collègues de classe abandonneront elles et eux aussi l'école et n'auront d'autres choix que de gagner leur vie de façon illégale. De son côté, notre camarade tente de poursuive sa formation à l'école aux adultes. Sa présence en classe est requise, mais il ne tolère pas cette façon d'apprendre. Il n'est bien que chez lui, en mode autodidacte. Il devient « dropout » à nouveau.

Un jour, il se pointe au Centre jeunesse-emploi de son quartier où il prend connaissance de l'existence d'un Centre de formation professionnelle non loin de chez lui. N'ayant pas les équivalences requises de secondaire 3 et 4 pour rejoindre le programme de machiniste qu'il convoite, il finit par décrocher une entente avec l'école en question, un passe-droit, pour compléter à la fois sa formation de base à l'aide de cahiers d'exercices et entamer sa formation pratique en tôlerie de précision. C'est ce domaine qu'il choisit parce qu'on lui dit qu'il y a beaucoup de demandes, beaucoup de départs à la retraite... C'est ainsi qu'il complète ses équivalences et apprend à manier des machines qui plient, poinçonnent, découpent au laser, etc. Il reçoit aussi une formation pour accomplir ces tâches manuellement. On prévient les élèves que la réalité dans les usines sera toute autre que celle de l'école-usine ou du stage. Elles et ils auront à renoncer aux machines neuves et bien entretenues, aux pièces « custom », bien codées, calculées. Au fond, en milieu scolaire, les ouvrièrEs en apprentissage ne participent pas encore à la production, mais une fois sur le marché du travail, ils et elles deviendront les proies des entreprises. Comme toujours, les capitalistes privilégieront l'extirpation de la plus-value au péril de la vie de leurs machinistes.

Pendant ses cours de métier, notre camarade décroche une job à l'entrepôt du Dollarama par le biais d'une agence. Il travaille aux côtés d'ex-prisonnièrEs, d'immigrantEs... des travailleurs et travailleuses pour qui l'éventail de lieux d'embauche est très limité. Certains sont payéEs à l'heure, légèrement au-dessus du salaire minimum, surtout celles et ceux qui manœuvrent les « lifts » (chariots élévateurs). D'autres, comme notre camarade, sont payéEs au « container ». Il s'agit d'un travail à la pièce, mais où il faut remplir une benne pour être payé... La saleté, la poussière, c'est le lot de tous les jours. C'est un travail éreintant, très physique, il va sans dire. Notre camarade travaille vite, sans prendre de pause, sans manger, et parvient à décrocher l'équivalent d'un 20$/heure. D'autres avalent des « shakes » de protéines pour tenir le coup et prennent du « speed » pour parvenir à décrocher un taux horaire de 40 dollars. La maladie et la dépression guettent tout le monde qui y met les pieds. Dans ses propres mots : « Travailler là-bas, ça arrache à ta vie quelques mois. Certains y crèvent, tout simplement. »



☞ *Suite de la page 7*

Diplôme d'études professionnelles en poche, notre camarade quitte l'univers des jobs non qualifiées pour enfin décrocher un emploi dans son domaine, la tôlerie de précision. Règle générale, les compagnies ne se contentent pas d'une entrevue d'embauche : on i-n-s-p-e-c-t-e la force de travail. Notre ami fait donc l'objet d'une vérification de dossier criminel et d'un test de drogues qu'il échoue pour consommation occasionnelle de marijuana. Qu'importe, on le met à l'ouvrage sous condition d'être « clean » lorsqu'il aura à repasser le test dans trois mois. C'est ainsi qu'il débute une période d'une semaine de formation en poinçonnage, période nettement insuffisante pour accomplir la tâche correctement et de manière sécuritaire. Vite, on l'assigne à un « shift » de nuit pour 15$/heure. Certains de ses collègues qui ont une expérience de travail considérable manient deux machines à la fois, mais ne touchent que 12$/heure, faute de qualifications. Dans son département, ils ne sont que deux ouvriers à travailler pendant le quart de travail de nuit. Loin dans l'usine, cinq employéEs travaillent au pliage. Les travailleurs et travailleuses somnolent. Si notre camarade se coince dans la machine, minces sont les chances qu'il soit secouru. Quand une feuille de métal flippe, il n'a d'autre choix que d'aller la chercher avec ses mains. Parfois, on lui fait conduire un « lift », alors qu'il n'a même pas ses cartes. La production de notre camarade est basse, parce qu'il n'a pas l'aide requise pour s'améliorer. Sans surprise, l'employeur a fait installer un programme informatique pour enregistrer et compiler avec précision la performance des ouvrièrEs de l'usine d'après leur temps de travail. Ce « contremaître électronique » s'avère plus hi-tech que les machines de production qui sont dans un piètre état... dangereuses, rien de moins ! Plus ses patrons se plaignent de sa productivité et de la qualité médiocre des morceaux, plus il fait d'erreurs ; plus il fait d'erreurs, moins il produit. De plus, notre camarade entreprend, tard le soir, un trajet de bus, le dernier qui se rend dans son quartier industriel en banlieue. L'horaire de transport en commun n'étant pas adapté à son horaire de travail, il doit finir sa nuit de sommeil dans un Tim Horton non loin de l'usine où il bosse. Il se sent terriblement incompétent. Son niveau de stress est très élevé. Ses contremaîtres s'arrangent pour qu'il se sente entièrement responsable de la situation ; c'est réussi. Il sombre dans une dépression qui dégénère en crise. Vite, il se retrouve à l'hôpital psychiatrique. Au bout d'un mois, sous le faux prétexte qu'il n'y a pas suffisamment de travail à l'usine, notre camarade est redirigé vers le département où on lime les pièces métalliques. Il va sans dire que c'est un poste très peu stimulant pour un machiniste. Il est disqualifié, au seuil du renvoi.

Notre camarade finit par décrocher, dans une autre usine, un emploi en fabrication de plafonds commerciaux, celui qu'il occupe actuellement. Il est plieur à 18$/heure, mais il touche un bonus de nuit de 2$/heure supplémentaires. Il travaille selon un « système de production Toyota[1] ». La nuit, il y a cinq travailleurs et travailleuses sur le plancher ; le jour, une trentaine. Heureusement, cette fois, notre camarade reçoit une formation adéquate et les conditions dans lesquelles il travaille 40 heures/semaine sont plus sécuritaires. Là où le bât blesse, c'est sur le plan syndical. Les patrons, à coups de menaces de déménagement en Chine, ont persuadé leurs employéEs de voter en faveur de la désyndicalisation. Même si le chiffre d'affaires de la compagnie a quadruplé en un an grâce au travail acharné des ouvrierEs de l'usine, celles et ceux-ci ne risquent pas de voir leurs conditions de travail s'améliorer. Depuis le retrait du petit syndicat qui autrefois tenait le fort, un programme de récompenses envers les employéEs les plus complaisantEs a été mis sur pied. L'adage « diviser pour mieux régner » s'applique parfaitement bien à la situation. On a aussi resserré les contrôles de production. La situation pourrait fort bien se détériorer dans un avenir rapproché.

Déjà, la trajectoire de notre camarade et les conditions matérielles dans lesquelles il s'est débattu toute sa courte vie l'ont amené à faire l'expérience quotidienne de l'exploitation capitaliste. Il n'a pas eu à se faire convaincre que le capitalisme, c'est la misère des gens ordinaires et la richesse d'une minorité d'exploiteurs. Aujourd'hui, il n'hésite pas à affirmer que la société sans classes, ce n'est pas une utopie et que la violence révolutionnaire n'est pas à éviter. Parce qu'il croit fermement qu'on ne peut échapper à la lutte des classes, que le mode de production capitaliste doit être aboli et que seule la révolution saura libérer les travailleurEs de leurs chaînes, il est devenu communiste.

Mouvement révolutionnaire ouvrier (MRO)

Note :

1. Le système Toyota, plus connu maintenant sous le nom de méthode « Lean », consiste à éliminer toutes les manipulations « inutiles », l'objectif étant d'optimiser la production. L'approche fonctionne en théorie, mais contribue en pratique en une aliénation du travail, les êtres humains n'étant pas des machines.



Travail précaire et organisation dans l'industrie de la restauration

Le 27 août 2016, Montréal vit naître le premier syndicat public de l'Industrial Workers of the World (Syndicat industriel des travailleuses et travailleurs – SITT-IWW) au Québec. Ce jour-là, le Syndicat des travailleurs et travailleuses de Frite Alors ! fit sa sortie publique et remit en question les croyances syndicales sur une industrie qui est soit-disant non syndicable. Peu importe le contexte syndical, chez Frite Alors ! nous avions décidé que nous ne voulions pas emprunter le même chemin que nos camarades de la CSN et la FTQ, que nous voulions quelque chose qui nous représente, où nous serions indépendantEs tout en étant appuyéEs, soit l'IWW.

L'IWW, pour ceux et celles qui ne seraient pas familièrEs à sa constitution, son préambule, ses idées, est un syndicat sans allégeance politique, anticapitaliste et révolutionnaire. C'est une organisation qui constate que la classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien en commun. Elle reconnaît qu'il y a une guerre des classes et l'outil qu'elle a trouvé pour abolir le salariat est l'organisation syndicale. Sachant cela, toutefois, l'IWW se comprend d'avantage par sa pratique que par sa théorie. C'est en regardant ce qu'il s'est passé chez le Frite Alors ! de la rue Rachel que l'on peut comprendre l'ampleur de la tactique.



Avant de regarder précisément ce qui s'est passé au Frite Alors !, il faut se pencher sur le contexte de l'industrie de la restauration.

Avant de pouvoir comprendre comment il a été possible de créer un syndicat en restauration, il faut comprendre la difficulté que le patronat met sur notre chemin. La classe patronale travaille depuis longtemps son jeu. La phrase « diviser pour mieux régner » représente bien la tactique qu'elle utilise dans le domaine. C'est une façon de faire qui, remarquons bien, a fait ses preuves et fonctionne parfaitement. Dans cet ordre d'idée, à un moment de l'histoire, la cuisine et le service devinrent deux entités à part entière dans une entreprise : différentes échelles de salaires, différentes conditions de travail, différentes qualités requises et, n'oublions pas, une animosité réciproque qui, pour une raison ou une autre, perdure.



Ce qu'il faut savoir c'est que dans une industrie précaire, la compétitivité entre employéEs a été entretenues par les boss de façon à ce que l'ennemi ne soit pas le client arrogant ou le patron gratteux, mais l'« incompétent » de service, celui ou celle qui te pique des tables, celui ou celle qui veut prendre des vacances que toi tu ne te permets pas de prendre, etc. Dans la précarité, dans une société libérale, le but c'est d'avoir la plus grosse part du lot, même si c'est bien peu en fin de compte.

Souvent, avec les tips qui ont l'air de la loto, ou avec les éloges des boss sur ton éthique de travail et autre, on oublie qu'on n'obtient que la pointe de tarte que le patronat nous donne, alors qu'on pourrait avoir toute la tarte et se la partager pour de vrai. On oublie que la plus grosse part du lot n'est rien à côté de ce qu'on pourrait gagner tous ensemble. On oublie que ce qui touche à la cuisine touche aussi au service, que s'il fait 40°C en cuisine il fait aussi souvent aussi chaud du côté du service. On oublie que c'est pas nous seulEs face à l'adversité, mais nous touTEs contre eux.

Vu de l'extérieur, Frite Alors ! Rachel a été un cas isolé, une étincelle au milieu de la nuit ou même un cas de manque de doigté de l'employeur. Quand on regarde de quoi a l'air l'industrie de la restauration, des relations entre employéEs, où la norme est de ne pas la suivre et qu'on se rassure en se disant « ici c'est mieux qu'ailleurs », on se demande comment ça a pu être possible. Pour certains, la réponse doit être que ce fut un hasard.

Chez Frite Alors ! Rachel, ça faisait presque un an que les employéEs parlaient de changement. Au tout début, c'était pareil qu'ailleurs, on se rassurait en se comparant. Vinrent ensuite les conversations sur ce que serait un Frite Alors ! où on se sentirait respectéEs. Puis il y a eu l'épisode de la pancarte « À vendre » en signe de protestation pour l'aménagement du plateau. AucunEs employéEs n'avait été misE au courant, on était en colère qu'on n'ait même pas songé que les employéEs pourrait s'inquiéter, alors on a décidé de se rencontrer pour s'organiser. Ce premier embryon de révolte contre la gestion inconsciente de notre employeur ne fut que cela, mais c'était une étincelle qui entraîna une suite d'événements. Cette étincelle démarra des discussions inattendues, plus aucun geste de l'employeur ne passait inaperçu, et ce qui devait arriver arriva, trois employéEs décidèrent de reformer un comité d'organisation. Une première réunion fut organisée, le but étant de recruter une quatrième personne avant la prochaine réunion et d'organiser une première action. À l'époque, plusieurs comportements avaient lieu au Frite Alors ! qui étaient illégaux selon les normes ("shorts" de caisse payés par les employés, "walkout", débalancements d'inventaire payés par les employéEs[1]). Nous avons donc décidé d'agir par notre meilleure force, l'action directe, ce qui nous a épargné des mois de procédures juridiques. La première action consista en une rencontre entre le boss et nous-mêmes. Nous n'avons pas mentionné le syndicat, nous avons agi en tant que simples employéEs inquiètEs et songeurs/songeuses.

Aussi anodine que cette action puisse avoir l'air, elle donna l'exemple que l'action collective paie, puisque évidemment, nous avions gagné la fin de certaines des pratiques illégales. Cela donna lieu à une pétition réclamant l'arrêt des pratiques illégales que nous n'avions pas réussi à présenter la première fois. En réaction à cette pétition, une rencontre générale fut organisée par notre boss. Se rendant peut-être compte que de nous avoir touTEs devant lui allait l'intimider, il décida plutôt de changer les plans et de n'avoir que les serveuses en réunion puisque les demandes ne concernaient qu'elles seules. Or, c'est sous-estimer la solidarité qui se tissait entre employéEs depuis un certain temps. À cette réunion, nous nous sommes touTEs présentéEs, nous avons gagné, nous avons complètement renversé le rapport de force, il était désormais dans nos mains.



Suivant ces péripéties, des actions eurent lieu au sujet de l'air climatisé défectueux. Ces actions eurent un effet positif, mais n'attinrent pas leur but. La dernière rencontre avait convaincu notre boss de ne plus nous adresser la parole en groupe, sachant que peu serait négociable s'il le faisait. C'est à ce moment-là que nous avons décidé de faire notre sortie publique. Il n'allait pas pouvoir dire non si le bruit se répandait qu'il refusait de nous prêter oreille. Ce qui s'ensuivit, vous en avez probablement entendu parler, vous l'avez vu dans les médias, la conclusion fut des gains au-delà de nos rêves les plus fous.

Dans l'histoire de la syndicalisation du Frite Alors !, la sortie publique n'a été que la pointe de l'iceberg. Elle est survenue à un moment où rien de plus ne pouvait être gagné sans le faire mais, avant, on s'organisait déjà et on gagnait. Pour nous touTEs du syndicat des travailleurs et travailleuses de Frite Alors !, cet épisode est un début, c'est la preuve que d'avoir mieux est possible sans devoir constamment changer de lieu de travail. Ça a été notre grain de sel à nous pour construire les bases d'une société nouvelle dans la coquille de l'ancienne. On poursuit ce but à notre façon, en s'organisant et en renversant un peu plus chaque jour le rapport de force dans notre milieu de travail et dans notre industrie.

Note :

1. Voir http://bit.ly/2IA3Vq0



Gender and Poverty at a Glance

When we count paid and unpaid work, we see that on average, women spend more of our lives labouring, yet we receive fewer financial or material rewards for our work in comparison to men. Statistics published in 2008 confirm that women in Canada were still earning significantly less than men[1]. Within this past decade, single women, single mothers, and women with a lower level of education have had notably lower average incomes, respectively, than single men, single fathers, and men with an equivalent lower level of education[2].

In addition to this ongoing wage gap, research by both the Canadian Centre for Policy Alternatives as well as the Canadian Women's Foundation points out that women are much more likely to do unpaid work such as childcare, caring for sick or elderly family members, or household labour[3]. These are not responsibilities that simply "add on" to our workload, but rather they are also shown to interrupt women's participation in paid work or studies, thereby limiting our opportunities for financial independence[4]. While this absence from the labour market may not always be experienced as a burden or obligation, the gender discrepancy is still worth noting.



Job security remains a challenge for women and trans and two-spirit people. In addition to having to worry if we will be hired or not based on our appearance, or the perception of our gender expression, race, sexuality, ability, etc., many of us understand these same forms of discrimination as factors that put us at risk of being unsafe or insecure in our work. For example, the prevalence of spaces dominated by those who benefit from our structural oppression (such as men), and the common occurrence of sexual harrassment and assault, mean that we are regularly at risk of emotional and physical violence at work. As another example, transgender people in Canada report being arbitrarily turned down for jobs for which they are qualified, and facing obvious gender discrimination during interviews, leading to increased unemployment[5]. Women who are recent immigrants to Canada are also more likely to have a range of barriers to their employment. For example, immigrant women's training is often not recognized in Canada. They can also face racist misogyny, discrimination based on faith or language, and difficulties adjusting to new systems of housing, education, etc.[6]

Poverty and under-employment are unfortunately also closely linked to criminalization. When we talk about women's working conditions, it's important to consider "underground" or criminalized workers. The more people are denied access to their basic rights and treated inequitably when looking for work, for social assistance, or other benefits, the more it becomes necessary or practical to engage in "underground" economies to survive. We can look at, for example, the sex trade, where most workers are women or feminized people. As the Montréal organization Stella argues, the criminalization of the sex trade leads to high levels of vulnerability and risks to the health and safety of workers in this industry[7]. We can't forget that more and more of these (and many other, mostly racialized) women are being thrown in



prisons, where they may then continue to work in some of the worst conditions in Canada. As another example, a letter from the Montréal Non-Status Women's Collective describes how women without legal status in Canada face the additional barriers of not having access to the legal entitlements that citizens have[8]. They may be workers, mothers, they may be sick or have disabilities, but they are not legally entitled to health care or worker's rights or other benefits in Canada.

Poverty can make us feel hopeless, isolated, and terrified. So can other systemic inequalities and interpersonal aggressions targeted at us because of the oppressions that structure our society. When we are forced to understand precarity and vulnerability as normal conditions of our participation in economic systems, it becomes even harder to believe that we have power to fight against those conditions. However, the truth is that we are not alone and if we find ways to reach out and connect, we can find people who share a common ground for resistance. The more opportunities we have to learn about each other's conditions and to work together, the more we can learn how to support one another and to empower ourselves.

Notes:

1. See http://bit.ly/1enJFZG
2. See http://bit.ly/1enJFZG
3. See http://bit.ly/2ben9Ko and http://bit.ly/2I6qWQs
4. See http://bit.ly/2ben9Ko and http://bit.ly/2I6qWQs
5. See http://bit.ly/1usxC7i
6. See http://bit.ly/2kXrSVy
7. See http://bit.ly/2kzIVQE
8. See http://bit.ly/21CssYy

Violence de la non-violence

« Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés.

La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première.

La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres.

Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. »

-Helder Pessoa Câmara

Tout mouvement, toute organisation et touTE militantE échappent rarement dans le cadre de son implication politique au débat, bien trop souvent stérile, sur la violence et son usage politique dans les sociétés dites « libres » et « démocratiques ». Si seulement il ne s'agissait que d'un débat d'idées, d'une question de principes ou d'idéologie, il serait possible de se contenter d'un désaccord avec ces personnes que nous considérions comme des camarades de lutte. Bien malheureusement, la question de la violence se répercute bien trop souvent sur la solidarité affinitaire des mouvements et mène à l'isolation et la criminalisation des cellules dites radicales. Pire encore, certainEs ferventEs de l'idéologie non violente, neutralisée et désincarnée de sa réalité historique, participe activement à la dénonciation et délation des activistes faisant l'usage de la violence comme méthode d'action contre ce qui représente à leurs yeux le visage de l'exploitation et de l'oppression.

Cette désolidarisation par les mouvements qui se réclamant de la non-violence participe à la répression indirecte, qui passe par le profilage politique, l'espionnage de certaines organisations politiques, le fichage et l'acharnement policier sur les militantes et militants associéEs à des mouvements reconnus pour leur usage de la violence. Elle participe aussi à la répression directe des actions et des mobilisations révolutionnaires et radicales, qui se matérialisent par la matraque, le gaz lacrymogène, le poivre de cayenne, les bâtons cinétiques, les flash-bang. Ces méthodes qui ont démontré leur potentiel destructeur autant sur le corps que la santé psychologique des activistes.

Dans ce contexte, le débat sur la violence ne peut être remisé et doit, encore une fois, avoir lieu, surtout dans les contextes historiques, politiques et économiques dans lesquels se retrouvent les rapports sociaux de notre quotidien. Se retrouvant dans une phase plus vicieuse que jamais du capitalisme, mené par des crosseurs grassement rémunérés pour saigner les pauvres et appauvrir les autres; ces mêmes bouffons qui s'éclatent la rate lorsqu'ils peuvent regarder s'effondrer sous leurs yeux



la solidarité des oppriméEs polluéEs par une trop longue liste de systèmes de domination. Il est temps que l'action directe retrouve ses lettres de noblesse et que le pacifisme collabo cesse. L'état a trop souvent réussi à fragmenter les mouvements en utilisant les clivages créés par le refus moral de certaines tactiques.

Tant que nous resterons sagement à notre place et que nous nous contenterons de quelques manifestations sans lendemain, la violence du système restera voilée et systématique. Elle s'attaquera en premier à celles et ceux qui se retrouvent là où sont coconstruits les systèmes d'exploitation et d'oppression patriarcale, capitalistes, suprémacistes et colonialistes. Cette violence systémique se traduira par les effets dévastateurs des politiques antisociales des gouvernements sur les conditions matérielles d'existence de nos camarades. Parce qu'il faut bien le dire, clairement et fortement : nos sociétés reposent sur une incroyable violence systémique qui s'assure, discrètement, derrière le décor, que la société continue de fonctionner au profit de quelques-uns et au détriment de l'immense majorité. Cette violence est celle qui est exercée tous les jours, le fonctionnement normal du système : c'est celle qui prive d'un logement décent, d'une nourriture saine, de soins de santé de qualité. C'est celle qui exploite sans remords les uns aux profits des autres, qui renforce les inégalités sociales et genrées, qui force la compétition au détriment de la solidarité.

L'État n'est pas neutre, et les conflits sociaux ne se règlent pas par une saine discussion avec un gouvernement. L'État est l'outil des classes dominantes, contrôlées largement par les élites économiques, et la lutte est avant tout dans la construction d'un rapport de force qui implique nécessairement la violence : celle que nous présente la force brute de l'État, gardienne de la violence systémique, et celle de la libération. Les renversements historiques qui ont lieu dans l'histoire humaine furent rarement le fait d'un dialogue. Un dialogue suggère des forces égales, ce qui dans le contexte actuel des choses n'est que fantaisie : l'organe décisionnel qu'est l'État fonctionne en concubinage avec les capitalistes qui tiennent la laisse bien serrée pour éviter de perdre leurs précieux intérêts financiers acquis à la sueur et au sang des exploitéEs.

La tendance pacifiste a bien tenté de renverser la vapeur, au mieux elle aura réussi à ralentir la course effrénée, mais ne nous empêchera pas de frapper le mur qui nous attend au bout de la croissance infinie. Au risque de faire dérailler le train, il est temps que les organisations impliquées dans la lutte contre le capitalisme abordent sérieusement les moyens d'action et de pression réels et effectifs et se réapproprient la violence systémique de l'État pour la transformer en force révolutionnaire.



Reconstituer l'utilité tactique des manifestations prolétariennes

Plusieurs militantEs anticapitalistes et révolutionnaires déplorent le manque de combativité dans les manifestations organisées par l'extrême gauche à Montréal. Il est vrai que les manifestations qui devraient idéalement générer un certain désordre finissent trop souvent par ressembler aux parades décriées des organisations réformistes, l'attirail cosmétique et le caractère festif de ces dernières en moins. Certes, l'itinéraire de nos manifs n'est pas donné à la police, mais l'insoumission à l'État bourgeois ne va généralement pas beaucoup plus loin pour la plupart d'entre nous.

Ce constat devrait normalement suffire à sonner l'alarme chez n'importe quelLE militantE d'extrême gauche. Pourtant, depuis un certain temps, on peut observer, dans le milieu militant montréalais, une tendance à considérer comme une victoire le simple fait de parvenir à prendre la rue sans avoir demandé préalablement la permission aux autorités. Or, que la police laisse aller une manifestation dont elle n'a pas reçu l'itinéraire — même si la thématique de celle-ci ne lui plaît pas — ne veut pas nécessairement dire qu'elle a été forcée de le faire. Rappelons simplement que, dans une démocratie bourgeoise comme le Canada, les droits à la liberté d'expression et à la liberté de rassemblement sont, en circonstances ordinaires, généralement accordés au prolétariat. L'État mise d'abord et avant tout sur la pacification : la répression pure et simple doit être employée le moins possible — ce qui ne veut pas dire qu'elle ne survient pas, évidemment. La police préférera donc le plus souvent laisser aller les manifestations plutôt que de les juguler dès le départ, si elle considère qu'un encadrement serré lui permettra de garder facilement le contrôle et d'assurer que le train-train quotidien bourgeois ne soit pas trop dérangé (ce qui n'était plus le cas en 2012, par exemple, lorsqu'il y avait des manifestations chaque soir). L'acte de prendre la rue, même sans collaboration ouverte avec les autorités, n'équivaut donc pas forcément à la construction d'un «rapport de force» avec l'État. L'existence d'une opposition pacifique protestant «librement» est même utile, dans une certaine mesure, aux idéologues bourgeois qui clament haut et fort que «la démocratie» permet l'expression de toutes les opinions et donne la chance à toutes les options politiques — et ce, à fortiori lorsqu'on laisse même les «radicaux» manifester!

L'attitude qu'on adopte trop souvent, en tant que manifestantEs, c'est la passivité. On n'agit qu'en réaction aux décisions des policiers. On n'envisage pas de prendre l'initiative, de s'imposer, d'attaquer. On demeure presque complètement soumisEs au dispositif policier, bien qu'on pense parfois naïvement y avoir échappé. On oublie trop souvent que manifester en tant que prolétaires, c'est d'abord et avant tout **attaquer la classe ennemie !**

Le maître-mot des forces policières, c'est la planification. C'est seulement en obligeant les forces policières à agir à l'extérieur de leur planification — en les confrontant activement et de **manière organisée**, en résistant aux arrestations, en renouvelant constamment nos tactiques — qu'on se donne temporairement l'espace pour agir en-dehors du cadre qu'elles imposent et qu'on peut ainsi générer une véritable perturbation. On retrouve alors l'utilité tactique de la manifestation de rue qui est d'attaquer symboliquement et surtout physiquement l'ennemi de classe. Attaquer la bourgeoisie (sa propriété, ses profits, sa police, etc), même modestement, c'est toujours affaiblir son camp et renforcer le nôtre. Le simple fait de remporter une bataille contre les policiers dans la rue est suffisant pour ébranler, au moins un peu, l'ordre bourgeois. La nature foncièrement répressive de l'État, sa qualité d'appareil étranger au peuple sont alors révélées, et le fétichisme qui le fait apparaître tout-puissant est fragilisé. On a démontré qu'il est possible de lui porter des coups, de l'affaiblir et potentiellement de le vaincre — en d'autres mots, qu'il est une force matérielle destructible.

Ce qui précède est venu révéler l'un des dangers importants qui nous guettent : à savoir que nos manifestations en viennent à ne plus se distinguer fondamentalement de celles des organisations réformistes dénoncées depuis longtemps. Essayons à présent de déterminer où se situe le problème, et ce que doivent faire les révolutionnaires pour redresser la barre. À la première question, il y a certainement plusieurs éléments de réponse. Il y a premièrement le manque d'expérience de beaucoup d'entre nous. La solution à ce problème est simple : il faut éduquer – apprendre aux inexpérimentéEs à se préparer et à s'équiper avant d'aller dans les manifestations. Par exemple, il faut briser le mythe que des morceaux de pavé tombent toujours sous la main lorsqu'on en a besoin.

Cependant, nous ne croyons pas que c'est là que réside le problème principal. En effet, il y a quelque chose qui affecte l'extrême gauche montréalaise et qui est en grande partie responsable de l'incapacité des manifestantEs à élever leur niveau général de combativité : il s'agit du culte de la spontanéité et de l'autonomie individuelle. Celui-ci fait apparaître l'absence d'organisation non pas comme une faiblesse, mais comme une force ; on la juge plus émancipatrice, plus démocratique ou même plus efficace que la planification. En effet, certainEs considèrent qu'une révolte authentique ne peut survenir que de façon spontanée et non planifiée. Autrement, elle s'enfermerait dans un



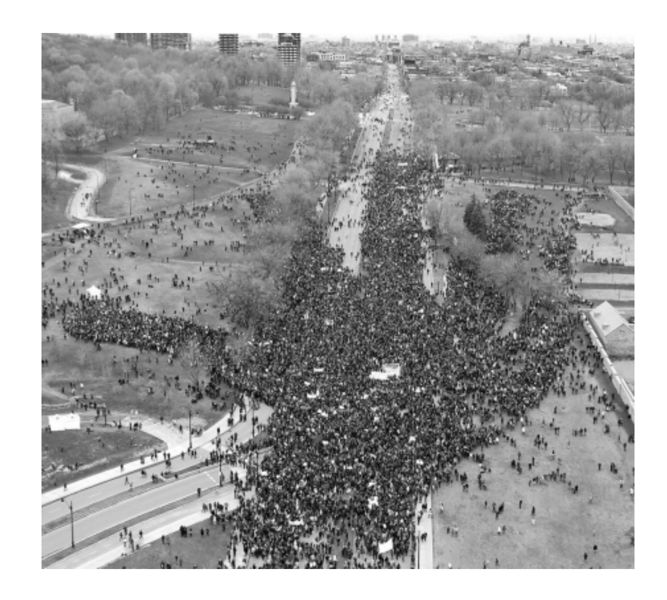
cadre rigide et « autoritaire». Ici, la révolte — qui peut s'exprimer sous la forme d'une émeute, par exemple — est vue comme une fin en soi : elle doit permettre l'émancipation des individus qui y prennent part ici et maintenant. La planification empêcherait la libre expression des désirs individuels ; elle entraverait l'autonomie des individus.

La conséquence de tout cela, c'est de favoriser le chacun pour soi, de rendre impossibles la concertation et l'action collective — bref, c'est d'empêcher l'exercice de la solidarité. En faisant la promotion de ces idées, on s'assure, sans doute sans le vouloir, de faire en sorte que touTEs se retrouvent isoléEs, soumisEs à la volonté des policiers et à leur merci. Finalement, on laisse croire que l'improvisation dans les manifestations est suffisante, voire qu'elle serait plus efficace que la planification. Il n'en est rien : se retrouver complètement désorganiséEs face à une force hautement organisée n'entraîne la plupart du temps que des échecs cuisants. En effet, comment pourrait-on croire que la combinaison des gestes d'une multitude d'individus agissant de manière anarchique, en fonction d'un mouvement de foule aveugle, puisse donner un résultat supérieur à celui de l'action conjuguée de personnes agissant à l'intérieur d'un plan d'ensemble?

Une fois qu'on comprend le danger de se retrouver complètement désorganiséEs à l'intérieur de manifestations qui ne sont plus que des simulacres de protestation, il faut bien assimiler les méthodes révolutionnaires d'organisation, méthodes basées sur ce qui a fait ses preuves dans le passé. Il est évident que les affrontements de rue avec la police exigent une préparation rigoureuse. À la planification et à la coordination des forces policières, **il faut opposer notre propre planification et notre propre organisation !**

☞ ***Suite de la page 12***

Nous souhaitons à présent partager les principes de la tactique développée et appliquée, dans cette perspective, par les militantEs du Parti communiste révolutionnaire (PCR). Cette tactique, c'est celle des poings rouges. Il ne s'agit pas ici de laisser entendre que touTEs les manifestantEs devraient être organiséEs en poings rouges dans des contingents du PCR, ni que c'est la seule forme d'organisation possible en manifestation. Cependant, peu importe les allégeances politiques, il devrait être clair pour n'importe quelLE militantE qu'il est impératif de venir aux manifestations soigneusement préparéEs et fort préférablement en groupe. Plus nous sommes nombreuses et nombreux à nous organiser — peu importe la forme que cela doit prendre —, plus efficace sera notre capacité collective d'agir.



Qu'est-ce que les poings rouges?

On entend par poings rouges une méthode communiste d'organisation, de distribution des forces et de division des tâches à l'occasion d'une manifestation. Pourquoi parle-t-on d'un poing rouge? Le rouge, d'abord. Il indique, cela va de soi, le contenu communiste et révolutionnaire de l'activité, considérée dans sa totalité comme une action de propagande. Comme un poing, le poing rouge possède les caractéristiques suivantes :

1. **Il est uni, inséparable et solidaire.** Un poing rouge est composé de 3 à 5 camarades qui sont comme par définition soudéEs ensemble. Ils et elles ont pour fonction première de rester uniEs et solidaires les unEs des autres pendant toute la durée de la manifestation, et cela, pour chacune des phases de cette manifestation.

2. **Il ne fait qu'une chose à la fois.** Un poing rouge ne peut, comme ne le peut pas davantage votre propre main, accomplir de manière satisfaisante plus d'une chose à la fois.

3. **Il participe à l'exécution d'un plan.** Le poing rouge ne décide pas de lui-même quelle sera la tâche à laquelle il va se consacrer. Il sait qu'il n'est qu'une partie d'un plan général, le plan de la manifestation. Chaque poing rouge comprend qu'il est le fruit d'une distribution rationnelle des tâches — un plan — dans le but d'atteindre des objectifs de propagande dans le cadre d'une manifestation donnée. En ce sens, il est pleinement et rigoureusement solidaire des autres poings rouges. Et il n'est jamais plus solidaire que quand il mène à bien la petite partie du plan qui lui est confiée.

4. **Il est souple, rapide et responsable de lui-même.** Le poing rouge a beau être partie prenante d'un plan d'ensemble, cela n'en fait pas, loin de là, un boulet traîné par les autres ni un petit appendice accroché indéfectiblement à la foule, où qu'elle aille et quoiqu'elle fasse. Le poing rouge est capable de mobilité, de souplesse, de mouvement.

Ces caractéristiques générales des poings rouges en font des groupes avec de grandes qualités pratiques — de propagande et d'action — dans le cadre de toutes les manifestations. Plus spécifiquement, ils favorisent le déploiement des objectifs de la manifestation de la manière suivante :

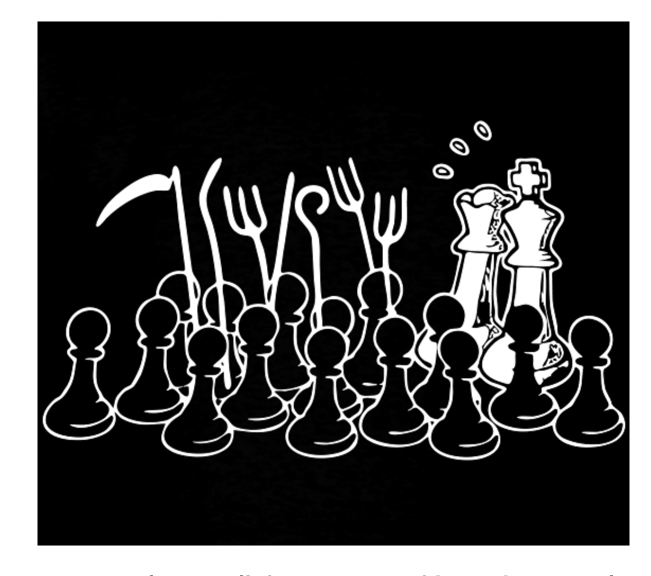
1. Ils favorisent **l'intégration pratique de touTEs à la manifestation**. Il n'y a pas de niveau de participation qui soit inutile, comme il n'y a pas de tâche qui soit négligeable. Quelqu'un peut se considérer non préparé ou inapte pour assumer telle ou telle tâche dans la manifestation, mais être quand même pleinement solidaire du plan général, et vouloir contribuer par sa participation dans un poing rouge qui correspondrait mieux à ses capacités. Le plan général doit donc veiller à intégrer tout le monde dans une participation pratique à la manifestation.

2. Ils favorisent la **préparation au détriment de l'improvisation**. Un poing rouge doit arriver très bien préparé, et ce, dans quelque manifestation que ce soit. Pour ce faire, les membres du poing rouge doivent s'être rencontrés une fois, deux fois — le nombre de fois qu'il sera nécessaire — pour effectuer cette préparation.

3. Ils favorisent l'**autonomie**. Le poing rouge est largement autonome dans son organisation pratique. Il est généralement responsable de son propre transport à l'aller comme au retour. Il s'occupe de son propre matériel. Il est aussi et surtout responsable de l'accomplissement de ses tâches dans la manifestation. Il n'est pas constamment dans l'attente de directives, de signaux, d'ordres ou de contre-ordres.

4. Ils favorisent l'**autodéfense**. On ne peut concevoir une manifestation politique qui présente des enjeux pour le prolétariat, dans laquelle on accepterait la pratique capitularde de la non-résistance aux arrestations, ou pire encore, celle des arrestations volontaires.

5. Les poings rouges favorisent **la résistance aux arrestations**. On sait que les forces policières vont pratiquer des arrestations tout en étant dans un rapport d'infériorité numérique, **parce qu'elles présument** (par habitude et par formation) **que les manifestantEs ne vont pas résister.** Par



contre, les policiers sont déroutés par la résistance au corps-à-corps au moment de l'arrestation et ne réussissent plus à procéder comme ils le prévoyaient, puisqu'ils sont encore dans le même rapport d'infériorité numérique. Cela les oblige à une réévaluation tactique (un redéploiement) qui donne un délai aux manifestantEs.

Les membres d'un poing rouge doivent rester groupéEs et solidaires. Le poing rouge doit se porter à la défense de celui ou celle de ses membres qui serait aux prises avec la police. Il faut crier à l'adresse des masses autour de nous quelques mots brefs et essayer de les faire agir avec nous. Mais il ne faut pas attendre leur réaction. Il faut devancer cette réaction, y aller et compter sur l'effet d'entraînement. Le but, c'est de dégager le camarade de l'emprise du ou des policiers. On utilise alors nos poings, nos bottes, des bâtons, tout ce qui peut faire lâcher prise au policier.

Différents types de poings rouges

Il peut y avoir un assez grand nombre de poings rouges dont les tâches sont différentes dans la manifestation. En fait, c'est selon l'importance et la complexité de la manifestation. Les principaux poings rouges sont :

1. **Poing rouge d'action.** Il a pour tâche d'accomplir une action précise d'attaque envers une cible. Plus l'action est réussie, plus la manifestation mérite d'être qualifiée d'attaque politique contre l'ennemi de classe !

2. **Poing rouge d'identification politique.** Il porte une bannière ou un autre élément d'identification politique du même ordre. Dans le cas d'une bannière normale, le poing rouge compte deux porteurs et trois camarades qui les assistent et les protègent.

3. **Poing rouge de premiers soins.** Il dispose de tout le matériel nécessaire (jus de citron, maalox, bouteilles d'eau, pansements, etc.) pour administrer des soins aux manifestantEs blesséEs ou affectéEs par les gaz, le poivre de cayenne, etc. Il porte un signe distinctif qui permet aux autres manifestantEs de l'identifier facilement pour lui demander de l'aide.



☞ *Suite de la page 13*

4. Selon les circonstances, il peut aussi y avoir une multitude d'autres sortes de poings rouges, comme un **Poing rouge de surveillance** et de renseignement, un **Point rouge d'agitation**, un **Poing rouge de diffusion**, etc.

Chaque membre d'un poing rouge est responsable de sa propre préparation pour la manifestation. Évidemment, cette question doit être discutée dans les réunions préparatoires. Cette préparation personnelle doit être conçue et prévue en fonction des conditions qui prévalent dans les manifestations difficiles. Le matériel nécessaire est le suivant :

1. Des vêtements amples, adaptés à la saison, de préférence plus chaud que pas assez, munis de larges poches qui peuvent adéquatement remplacer un sac encombrant.

2. Une tenue vestimentaire de rechange, idéalement portée en sous-couche, permettant ainsi de se débarrasser rapidement du vêtement porté au moment de la manifestation et qui pourrait servir à nous identifier.

3. Pas de verres de contact ; les lunettes doivent être attachées pour ne pas tomber.

4. Des lunettes de protection pour les yeux (lunettes de baignade ou de ski), un masque, une cagoule ou un foulard. Le foulard sert à protéger l'identité du/de la manifestantE. Imbibé de vinaigre ou de jus de citron, il annihile en partie les effets des gaz lacrymogènes.

5. Au moins une bouteille de plastique (style boisson gazeuse) remplie de jus de citron, pour chaque poing rouge.

6. Tout équipement personnalisé de protection : gants, «pads», protecteurs divers fixés au ruban adhésif, etc., susceptible de donner de l'assurance aux camarades dans d'éventuels corps-à-corps.

Nous espérons que cette réflexion et ce partage d'expérience sauront en inspirer plus d'unE. Sur ce, on se retrouve dans la rue le 1er mai pour l'édition 2017 de la Manifestation anticapitaliste de la CLAC !

Des sympathisantEs du Parti communiste révolutionnaire (PCR)

Cette année, le Parti communiste révolutionnaire (PCR) est fier de présenter le « Mois de la classe ouvrière : Vers un 1er Mai révolutionnaire ». Notre calendrier est celui d'une marche résolue et enthousiaste en vue d'une manifestation anticapitaliste du 1er Mai combative, qui fera trembler la bourgeoisie ! Sur Facebook : Mois de la classe ouvrière: Vers un 1er Mai révolutionnaire



Principes de fondation de la CLAC-Montréal :

1- La CLAC-Montréal est fondée sur un mode de fonctionnement antiautoritaire et se base sur les principes de l'Action mondiale des peuples (AMP)*, à titre de convergence et de lieu d'organisation pour la gauche anticapitaliste radicale.
2- Le vote individuel constitue la base décisionnelle de la CLAC-Montréal, tout en recherchant activement l'appui et la participation des groupes à ses campagnes et mobilisations.
3- La CLAC-Montréal a le mandat d'organiser deux assemblées régulières par année et des assemblées spéciales peuvent être convoquées au besoin selon la conjoncture.
4- La CLAC-Montréal a le mandat de porter le discours anticapitaliste par l'organisation de campagnes et de manifestations, dont celle du 1er mai de chaque année.

*** Les principes de l'Action mondiale des peuples**

1- Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.
2- Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.
3- Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le « lobbying » puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.
4- Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.
5- Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

La CLAC est un groupe de travail du QPIRG-Concordia

Impliquez-vous !

La CLAC-Montréal est une organisation large qui souhaite rassembler les militants et militantes anticapitalistes et celles et ceux qui veulent s'impliquer dans les différentes luttes pour changer radicalement le système politique et économique.
Le meilleur moyen pour nous rejoindre est de participer aux assemblées générales de la CLAC, qui sont ouvertes à tous et toutes.
Les personnes qui désirent aller plus loin peuvent s'impliquer dans les différents comités de travail de la CLAC-Montréal. Vous pouvez consulter la liste de ces dits comités dans le menu à droite de notre site internet en cliquant sur "Impliquez-vous". Nous avons aussi toujours besoin d'aide pour différentes tâches, comme de la traduction, du graphisme ou de la mobilisation.

Toute personne intéressée peut nous écrire àinfo@clac-montreal.net
Visitez aussi notre site internet à clac-montreal.net



Appel pour un 1er juillet anticolonial partout au Canada en 2017

Nous contactons des groupes et des personnes alliéEs de partout au soit-disant Canada parce que nous voulons organiser un 1er juillet anticolonial 2017 à Montréal, et nous vous proposons de le faire aussi dans votre ville pour qu'il y ait des manifestations, des événements, des perturbations et des actions anticoloniaux à travers le Canada.

Comme vous le savez, cette année c'est le 150e anniversaire du Canada. Le gouvernement prévoit dépenser 500 millions de dollars en 2017 pour organiser des cérémonies, des parades et des fêtes pour célébrer fièrement le colonialisme, l'impérialisme et le racisme qui marquent l'histoire de ce pays. Ces sommes seront investies dans des projets douteux qui favoriseront les entreprises touristiques et qui ne bénéficieront que très peu aux résidentEs du territoire.

Nous ne devons jamais oublier que le territoire que l'on appelle Canada a été volé par les colons européens aux autochtones qui vivaient ici depuis des millénaires, dans un désir avide de richesses naturelles pour enrichir la couronne de France et d'Angleterre. Pourquoi devrions-nous fêter cela ?

Le colonialisme canadien n'est pas une chose du passé, l'oppression et le racisme envers les peuples autochtones existent toujours, que l'on pense aux incarcérations massives, aux abus qu'ils et elles subissent de la part des policiers ou aux interventions militaires (Restigouche 1981, Oka 1990, Gustafsen Lake 1995, Elsipogtog 2013) pour pour les « discipliner » lorsqu'ils et elles revendiquent les droits que le Canada leur a garantis dans ses propres traités (qui ont été signés après l'invasion du territoire et la déstabilisation des écosystèmes desquels dépendaient leurs communautés). Encore une fois, comment pouvons-nous vouloir célébrer ?



Même si la grande majorité de la population canadienne est issue de l'immigration, avec la colonisation débutée au 16e siècle, notre gouvernement garde toujours une vision raciste face aux nouveaux et nouvelles immigrantEs. Les nouveaux et nouvelles arrivantEs sont marginaliséEs, privéEs des services essentiels de base pour vivre dans la dignité et trop souvent traitéEs comme des criminelLEs ou même des terroristes. Doit-on être fiers de l'accueil que nous réservons aux gens qui doivent immigrer ici parce que la vie dans leur pays est devenue insoutenable, souvent à cause des politiques impérialistes du Canada et des autres pays riches qui n'ont jamais assez de pouvoir et d'argent ?

C'est pourquoi nous dérangerons le plus possible la fête du Canada le 1er juillet, parce qu'il n'y a aucune fierté à habiter un pays construit sur des terres volées et qui accumule depuis tout ce temps des richesses grâce à l'exploitation sauvage des ressources d'ici et de partout dans le monde, ni d'un pays raciste qui marginalise les autochtones et les immigrantEs.

Partout autour de nous il y a des symboles du colonialisme canadien : les bâtiments de l'armée canadienne, les canons et autres symboles et musées militaires, les bureaux du gouvernement, les magasins de la Compagnie de la Baie d'Hudson (créée pour faire de l'argent avec le commerce des fourrures pour le bénéfice de l'Angleterre), les prisons, les tribunaux, les parlements, les hôtels de villes, les bureaux du SCRS et de la GRC, etc. Faisons preuve de créativité !

Si vous ou votre groupe est intéressé à organiser quelque chose à Montréal ou dans votre ville, écrivez-nous à info@clac-montreal.net pour qu'on puisse se coordonner touTEs ensemble pour un 1er juillet inoubliable !

La CLAC
Convergence des luttes anticapitalistes
info@clac-montreal.net

Call out for an anti-colonial anti-Canada day Everywhere in Canada in 2017

We're reaching out to allied groups and individuals all over so-called "Canada" because we want to organize an anti-colonial Anti-Canada day on July 1st in Montreal. We'd like to propose you do the same in your city, to have demonstrations, events, disruptions and anti-colonial actions all across Canada.

As you might know, this year is the 150th anniversary of Canada. The government will spend half a billion dollars in 2017 to organize ceremonies, parades and parties to celebrate the colonialism, imperialism and racism so characteristic to nation-states. Those amounts will be invested in questionable projects that will benefit the tourism industry, rather than local residents.

We should never forget that the territory we call "Canada" has been stolen by European settlers from the Indigenous peoples who have lived here for thousands of years. The land was taken in order to appropriate natural resources to make the English and French crown richer. Why should we celebrate that?

Canadian colonialism isn't something of the past, as the oppression and racism against Indigenous people still exists, whether we think about the disproportionate rate of incarceration compared to white people, to the police abuse they face, or the military interventions (Restigouche, 1981, Oka, 1990, Gustafsen lake, 1995, Elsipogtog, 2013). These interventions were meant to "discipline" Indigenous communities while they claimed rights that the Canadian government agreed to in treaties. Even then, these treaties were signed after settlers invaded Indigenous territories and destabilized the ecosystems their communities depended on. Once again, is there anything to celebrate?

Even if the vast majority of the Canadian population comes from immigration, beginning with the 16th century period of colonization, the Canadian governments maintain a racist attitude toward new migrants. They are marginalized, deprived of essential services they need to live in dignity, and are often treated like criminals or terrorists. Should we be proud of the welcome we offer to the people that often have to migrate here because life in their country of origin has became unbearable, often because of the imperialistic policies of our government or of other rich countries that can't get enough power and money?

This is why we'll disrupt Canada day on July 1st as much as possible. There is no pride to be had from living in a country built on stolen land; a country accumulating riches all these years through the brutal exploitation of the ressources here and everywhere else. There is no pride in living in a country that marginalizes Indigenous and migrant people.



Everywhere around us are symbols of Canadian colonialism: army buildings, cannons, military museums, government offices, the Hudson Bay Company buildings (created to make money from trading furs with England), the prisons, the courts, the parliaments, town halls, offices of CSIS and RCMP. Be creative!

If you or your group is interested in organizing something in Montreal or in your town, write us at info@clac-montreal.net so we can coordinate together to have an unforgettable Anti-Canada day!

CLAC - Anti-capitalist convergence
info@clac-montreal.net



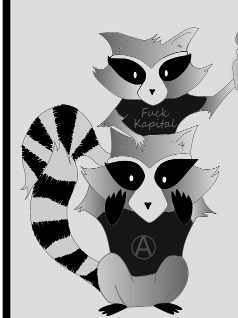
NOS POCHES SE VIDENT, CELLES DES BANQUES DÉBORDENT ! ALLONS CHERCHER L'ARGENT LÀ OÙ IL SE TROUVE !

Le printemps est synonyme de renouveau, de retour de la lumière et de la chaleur. C'est aussi le temps où nos riches crosseurs locaux sortent de leurs repaires tropicaux pour assister à la quintessence capitaliste que sont les assemblées annuelles des actionnaires. Si la plupart des banquiers se tiennent loin des ratonnes et ratons montréalais, la Banque Nationale (BN) tient toujours son assemblée annuelle à son siège social, situé près du Square Victoria et de ces autres monuments de la fraude que sont la tour de la Bourse et le Centre du commerce mondial.
Le 21 avril prochain à 09h00, accueillons le renouveau printanier au coin de la Gauchetière et de la Côte du Beaver-Hall en mettant au grand jour le pillage des richesses par les banques et en chahutant les actionnaires de la BN !

QUI EST LA BANQUE NATIONALE ?
La BN est la sixième banque en importance au Canada. Ne laissez pas ce rang vous berner : la banque gère près de 400 milliards de dollars en biens, actions et immeubles, et représente une économie plus grande que celle de plusieurs nations.

Le conseil d'administration de la BN est un véritable *Who's who* du gros cash sale québécois, incluant des personnalités de marque comme Raymon Bachand, ex-ministre des finances du Québec et fier propagandiste de la «juste part» des étudiantEs de 2012; André Caillé, leader de la fracturation hydraulique et de l'exploitation gazière au Québec; et Richard Fortin, administrateur chez notre exploiteur du cheap labor local mieux connu sous le nom de Couche-Tard.
Cette «petite» banque a déclaré en 2016 des revenus de 5,8 milliards de dollars, desquels 1,2 milliards sont allés directement dans les poches des actionnaires. Sur ces 5,8 milliards de dollars, la BN n'a versé qu'un maigre 114 millions de dollars en impôts... un taux effectif d'imposition de 1,95%. Il faut croire que la «juste part» est un concept à deux vitesses.

LE 21 AVRIL, JOUR DE COLÈRE !
Le 21 avril, allons chercher notre «juste part» ! Les gras actionnaires vont se partager plus de 1,2 milliards de dollars sur notre dos, allons leur rappeler que cet argent, c'est dans nos poches qu'ils l'ont pris !
Plus d'informations sur clac-montreal.net



Manifestation 1er mai Anticapitaliste
Anticapitalist MayDay demo
18:30 Square Philips

« Ils sont riches parce qu'on est pauvres et on a raison de se révolter! »

Cette année les administrations publiques de Montréal et du Canada célébreront dans l'opulence et à grand coup de millions de dollars ce qu'elles appellent leur « nation » et « leur ville ». Les priorités de ceux qui nous rabâchent le discours de l'austérité depuis plus de 20 ans deviennent alors très claires : L'austérité pour nous, la fête pour eux et elles ! Les banquiers, les patrons, les élites locales et les consortiums internationaux profitent de la complicité des administrations publiques pour nous exploiter et nous appauvrir.

Chaque sphère de nos vies est affectée par ces sangsues capitalistes et cette vermine d'État. Nous sommes en colère et nous nous ferons entendre.

Le 1er mai prochain, ne laissons pas les capitalistes nous voler une journée de plus pour leur profit : cette journée est à nous, il faut se la réapproprier !

"They are rich because we are poor and we are right to revolt! "

This year, the governments of Montreal and Canada will celebrate, spending millions of dollars in opulence for what they call their "nation" and their "city". Their priorities are clear when we consider all the austerity budgets shoved down our throats for the last 20 years. Austerity for us, and festivities for them! The bankers, bosses, local elites and international consortiums profit from the complicity of the same public administrations which exploit us and impoverish us.

Every sphere of our lives is affected by these capitalist leeches and this state vermin. We are angry, and we will make ourselves heard.

On MayDay, don't let the capitalists steal one more of our days for their profit: this day is ours, we own it!